

**Conseil économique et social**

Provisoire

31 décembre 2003

Français

Original: anglais

Session de fond de 2002

Débat consacré aux activités opérationnelles

Compte rendu analytique provisoire de la 15^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 8 juillet 2002, à 15 heures

Président : M. Kumalo (Vice-Président) (Afrique du Sud)**Sommaire**Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (*suite*)

- a) Rapport intérimaire sur la suite donnée à l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



En l'absence du Président, M. Kumalo (Afrique du Sud), Vice-Président, prend la présidence

La séance est ouverte à 15 h 15.

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (suite)

a) Rapport intérimaire sur la suite donnée à l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles (suite) (E/2002/47 et Add.1 et 2, 58, 59 et 60, E/2002/CRP.1)

1. **M. Thoppil** (Observateur du Canada) dit que sa délégation apprécie les efforts déployés pour donner suite rapidement et efficacement à la résolution 56/201 de l'Assemblée générale, sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement. Les principes directeurs révisés concernant le plan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) sont les bienvenus, tout comme les directives relatives au contrôle des objectifs de développement du Millénaire et l'appui au processus d'exposé de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Les organismes des Nations Unies doivent également aider les pays en développement à honorer les engagements qu'ils ont pris dans le consensus de Monterrey, à savoir poursuivre une bonne gouvernance et des politiques rationnelles pour créer un environnement propice à la mobilisation des ressources nationales, à l'investissement étranger direct, aux échanges, à l'utilisation efficace de l'allègement de la dette et d'autres types d'assistance internationale. La délégation canadienne se félicite également des efforts déployés en vue de renforcer le mécanisme des coordonnateurs résidents grâce à l'amélioration du processus de sélection et à l'identification de davantage de candidates femmes.

2. La délégation canadienne demeure préoccupée par les problèmes rencontrés dans la prise en compte de l'égalité entre les sexes dans les activités opérationnelles et espère que des mesures seront prises en vue de remédier à cette situation. Elle se félicite de l'importance accordée à la simplification et à l'harmonisation des règles et procédures applicables aux activités opérationnelles et appuie la proposition tendant à réexaminer la teneur de la liste récapitulative

des questions, comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 98/27.

3. **M. Zollingerr** (Observateur de la Suisse) dit que les progrès réalisés dans la processus de réforme des Nations Unies à ce jour sont remarquables, étant donné l'ampleur et la diversité des activités opérationnelles du système des Nations Unies, mais qu'il faut faire davantage pour améliorer l'efficacité dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Les bilans communs de pays et les plans-cadres demeurent des instruments essentiels du processus de réforme et devraient aboutir à des arrangements conjoints de programmation en collaboration. Certains progrès ont été enregistrés s'agissant de l'« effet de remplacement » évoqué dans le document E/2002/59 (par. 16), et bien davantage peut être fait.

4. S'agissant de la simplification et de l'harmonisation, la délégation suisse est satisfaite du programme de travail présenté par les fonds et programmes. La Suisse a assisté, en qualité d'observateur, à une opération d'évaluation des compétences destinée aux coordonnateurs résidents qui a nécessité d'importants investissements, toutefois pleinement justifiés, étant donné que les qualifications des coordonnateurs résidents ont une importance capitale pour la réputation et le succès des activités opérationnelles au niveau des pays.

5. Le renforcement des capacités est une fonction fondamentale des organismes des Nations Unies et ils doivent y parvenir en énonçant des objectifs et indicateurs précis dans tous les bilans communs de pays et plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Il est également important d'identifier les résultats obtenus et de les faire connaître clairement; la délégation suisse a donc été déçue de constater que le rapport sur l'appui du système des Nations Unies au renforcement des capacités (E/2002/58) ait fait une plus large place aux efforts qu'aux résultats. En outre, le rapport sur l'évaluation de l'efficacité des activités opérationnelles ne l'a pas pleinement convaincue que l'approche sera renforcée pour la prochaine évaluation et elle ne souscrit pas aux vues exprimées quant à l'utilisation de la gestion axée sur les résultats.

6. Passant à la question du financement, l'intervenant constate que si les ressources destinées à la Banque mondiale et d'autres institutions ont augmenté, les contributions de base aux fonds et

programmes des Nations Unies n'augmentent que marginalement ou ont même diminué. L'Organisation des Nations Unies devrait axer son activité sur l'élaboration des politiques générales et le renforcement des capacités et laisser aux institutions financières internationales le soin de s'occuper des éléments gros équipements et infrastructure. Le Conseil économique et social devrait avoir la tâche de procéder à des examens réguliers de la coopération pour le développement en général et de l'évolution de l'assistance bilatérale et multilatérale.

7. **Mme Oh** Hyun-joo (République de Corée) salue les progrès réalisés en matière de coordination des activités opérationnelles sur le terrain, y compris le mécanisme des coordonnateurs résidents et le programme des maisons des Nations Unies. A cet égard, il est important que la relation entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods soit renforcée.

8. La délégation coréenne considère la simplification et l'harmonisation comme les clefs de la réforme des activités opérationnelles et espère constater de nouveaux progrès grâce à l'utilisation commune des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. La programmation conjointe et l'utilisation accrue des techniques de l'information et des communications devraient également être encouragées.

9. En tant qu'élément-clef de toute stratégie de développement, le renforcement des capacités doit être étroitement lié à la maîtrise des projets par les pays et à la responsabilisation. Il est donc crucial d'associer les pays à l'intégralité du processus, de la formulation, à l'exécution et au contrôle, étant donné que la formation sur le tas favorise le renforcement des capacités.

10. La délégation coréenne est préoccupée par le déclin des ressources de base, qui sont les fondements des activités de développement. Étant donné que de nombreux gouvernements préfèrent verser des contributions à des fins spéciales, l'expansion des fonds d'affectation spéciale pourrait aider à accroître les contributions en tenant compte des préoccupations des donateurs sans pour autant que cela se fasse au détriment des ressources de base. La coopération technique entre pays en développement, en particulier s'agissant des techniques de l'information et des communications, a également un rôle important à jouer.

11. **M. Kulyk** (Ukraine) dit qu'en dépit des progrès réalisés dans certains secteurs de la coopération pour le développement, l'un des défis essentiels, à savoir la mobilisation des ressources de base, demeure. On a constaté des faits positifs en matière de stabilisation du Programme des Nations Unies pour le développement il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures pour disposer de ressources prévisibles et à long terme pour le développement. Les résultats de la récente Conférence internationale sur le financement du développement devraient favoriser de nouveaux accroissements substantiels de l'aide publique au développement.

12. Le Gouvernement ukrainien se félicite des travaux du Bureau des Nations Unies à Kiev et estime que le PNUD devrait continuer à jouer un rôle fondamental en matière de coordination des activités de tous les organismes des Nations Unies en Ukraine, en particulier les projets à long terme comme le programme relatif à Tchernobyl et le programme relatif à l'intégration et au développement de la Crimée. L'intervenant se félicite de la participation accrue des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies à des activités visant à atténuer les conséquences à long terme de la catastrophe de Tchernobyl.

13. **Mme Thomas** (Observatrice de la Jamaïque) dit que la récente Conférence de Monterrey a souligné la nécessité urgente de mobiliser des ressources nouvelles et supplémentaires aux fins du développement, à la fois dans le cadre de l'APD et d'une répartition plus équitable de l'investissement étranger direct. La délégation jamaïcaine espère que les engagements pris à Monterrey se traduiront par des gains tangibles pour les pays en développement.

14. En dépit d'un financement réduit, l'Organisation des Nations Unies a fait des efforts louables sur le terrain pour synchroniser son cycle de programmation et harmoniser et simplifier ses règlements. L'incidence de ses réformes au niveau des pays, en particulier en ce qui concerne le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement augure bien de la constitution de partenariats et doit ouvrir la voie à la coopération Sud-Sud, qui permet aux pays en développement de partager les meilleurs pratiques et enseignements. Dans ce contexte, la Jamaïque appuie pleinement les efforts visant à assurer la prise en compte des problèmes particuliers des femmes dans tous les programmes des Nations Unies.

15. Le renforcement des capacités est fondamental pour le développement durable et doit être abordé de manière globale et intégrée. C'est un élément essentiel de tous les efforts visant l'élimination de la pauvreté, la croissance économique et le développement durable. L'accent qui est mis à nouveau sur une approche participative rend indispensable la valorisation des compétences et connaissances nécessaires sur place, raison pour laquelle la Jamaïque estime que davantage d'attention doit être consacrée au renforcement des capacités dans la communauté des organisations non gouvernementales, qui se préoccupe souvent des problèmes de développement national à la base. La délégation jamaïcaine appuie également l'initiative Capacités 2015 du PNUD visant à répondre aux besoins locaux en matière de renforcement des capacités et à promouvoir les partenariats entre secteurs public et privé à tous les niveaux.

16. Le Gouvernement jamaïcain a cherché à faire du renforcement des capacités une priorité de ses politiques générales, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et des techniques de l'information. Les partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine de l'éducation des jeunes enfants et de la prévention du VIH/sida ont été encouragés, car la Jamaïque est fermement convaincue que la situation d'un pays sur les plans de la santé et de l'éducation est un bon indicateur de sa capacité de croissance et de développement durable. Dans le domaine des techniques de l'information, l'accent a été mis sur la création d'une société fondée sur les connaissances pour relever les défis de la mondialisation. La formation joue un rôle important dans le développement national, y compris la responsabilisation et la transparence du gouvernement et la participation du public à la prise de décisions.

17. La délégation jamaïcaine demeure préoccupée par la relation asymétrique existant entre donateurs et pays bénéficiaires. L'objectif de partenariats égaux est encore loin d'être atteint, en raison de l'incompatibilité des priorités des donateurs avec les objectifs de développement national. La maîtrise du processus de développement par les pays ne pourra être effective que si les donateurs laissent les pays bénéficiaires fixer leur programme de développement.

18. **M. Djumala** (Observateur de l'Indonésie) se félicite des progrès réalisés dans la réforme des activités de développement des Nations Unies mais dit qu'il importe de réviser plus avant les principes

directeurs relatifs aux bilans communs de pays et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, en vue d'améliorer la coordination des organismes des Nations Unies. Les objectifs de développement du Millénaire ont également offert davantage de perspectives de convergences entre les institutions de Bretton Woods et les organismes des Nations Unies, mais il devrait y avoir moins de consultations ad hoc et une forme de dialogue plus institutionnalisée devrait être instaurée, dans l'esprit du consensus de Monterrey.

19. Le renforcement des capacités, fondamental pour le développement, doit se dérouler dans le cadre des plans nationaux de développement et être intégré au mécanisme de coordonnateurs résidents. L'objectif du développement durable est d'aider les institutions nationales à disposer des moyens de promouvoir le développement et la croissance économiques avec peu d'assistance extérieure. Il faudrait avoir à l'esprit qu'il ne faut pas empiéter sur la souveraineté des États Membres et non plus que violer le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, dans la quête du développement.

20. Le Gouvernement indonésien souhaite réaffirmer son appui aux efforts en cours en vue de faire en sorte que des ressources de base pour les activités opérationnelles soient disponibles sur une base prévisible, continue et sûre, étant donné que ces ressources aident à préserver le caractère multilatéral du système des Nations Unies. L'accroissement de l'aide étrangère, annoncée par les dirigeants des pays donateurs lors de la Conférence de Monterrey et la récente décision de la Banque mondiale d'accorder davantage de dons aux pays à faible revenu sont des signes encourageants qui indiquent que les pays en développement peuvent compter sur la coopération, l'appui et la solidarité de la communauté internationale. Évidemment, il reste à transformer cet esprit en une véritable volonté et les mots en actions.

21. **M. Dorji** (Bhoutan) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Venezuela au nom des pays du Groupe des 77 et de la Chine et réaffirme que les activités opérationnelles doivent refléter les politiques et priorités des pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, avec souplesse. Le bilan commun de pays et le PNUAD ont favorisé une maîtrise accrue des projets par les pays et ont renforcé la participation et la coordination et l'intervenant

souscrit à la recommandation du Secrétaire général tendant à renforcer encore ces mécanismes.

22. Le déclin de l'aide publique au développement, qui a eu des incidences sur les activités opérationnelles des Nations Unies dans de nombreux pays, est préoccupant. Les accroissements récents du financement d'organisations comme le PNUD, dont il y a lieu de se féliciter, sont toutefois bien en-deçà du niveau nécessaire pour atteindre les objectifs de développement arrêtés sur le plan international. En conséquence, M. Dorji accueille favorablement les engagements pris à Monterrey tendant à accroître le financement et prie instamment la communauté internationale d'affecter une partie de cette augmentation aux ressources de base des fonds et programmes des Nations Unies, pour les activités opérationnelles.

23. L'intervenant note avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'appui aux fins du renforcement des capacités (E/2002/58) et dit que les efforts entrepris par les organismes des Nations Unies à cet égard sont encourageants. Le renforcement des capacités est critique car il englobe une myriade de problèmes interdépendants, allant des capacités institutionnelles et des ressources humaines à l'infrastructure et au développement du secteur privé. Les stratégies élaborées doivent savoir des dimensions sociales, économiques et politiques et traiter de tous les aspects du renforcement des capacités.

24. Le Secrétaire général, lorsqu'il présentera son prochain rapport sur les activités opérationnelles devrait se pencher particulièrement sur les progrès réalisés en matière de mobilisation de ressources suffisantes aux fins du développement.

25. **M. Akinsanya** (Nigeria) rappelle que, dans sa résolution 506/201, l'Assemblée générale a souscrit au principe de la maîtrise des projets par les pays, de leur rôle de chef de file et de leur responsabilité. Les rapports du Secrétaire général sur l'application de cette résolution ont identifié quatre rôles fondamentaux pour les activités opérationnelles des Nations Unies : aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs en intégrant les buts et objectifs internationaux de développement dans les priorités et stratégies nationales, renforcer les capacités, pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire, mettre l'accent sur la maîtrise, par les pays bénéficiaires, des projets de

coopération pour le développement, et rendre les efforts de développement du système des Nations Unies plus cohérents, coordonnés, efficaces et efficaces.

26. Le ralentissement économique mondial, qui a entraîné le déclin régulier des ressources de base affectées aux activités opérationnelles pour le développement et la répugnance des pays donateurs à fournir des ressources supplémentaires compromettent gravement les efforts visant à réaliser les objectifs de développement du Millénaire. Les ressources privées à des fins spécifiques ne peuvent remplacer les ressources de base et les niveaux d'APD sont sans commune mesure avec l'aptitude accrue dont les pays en développement font preuve en matière d'utilisation efficace de l'aide extérieure. Pour être couronné de succès, le consensus de Monterrey nécessite l'affectation de ressources suffisantes et l'intervenant se félicite donc du nouvel engagement politique vigoureux visant à aider les pays en développement à parvenir au développement durable et note avec satisfaction l'appel lancé pour que des ressources de base supplémentaires soient versées aux fins des activités du développement.

27. Bien qu'un délai d'une année soit trop court pour procéder à un examen d'ensemble des progrès, la délégation nigériane appuie cet examen et d'autres processus analogues. Toutefois, il devrait y avoir davantage de consultations et de coordination entre donateurs et organismes des Nations Unies d'une part et personnel sur le terrain et gouvernements nationaux de l'autre. Les organismes des Nations Unies devraient résoudre rapidement la question des coûts de transaction, en particulier d'agissant des services consultatifs et des honoraires liés aux évaluations des incidences sur l'environnement.

28. La résolution 56/201 de l'Assemblée générale expose précisément la nécessité de former des ressortissants des pays bénéficiaires et de les intégrer dans l'infrastructure de développement. L'expérience sur le terrain continue à faire apparaître d'importantes disparités entre le coût des services fournis et les avantages effectifs de ces services. Bien que l'introduction de nouveaux mécanismes stratégiques tels que le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ait été positive, le Groupe des Nations Unies pour le développement devrait s'employer à coordonner ces deux instruments plus efficacement au niveau des pays.

29. L'intervenant se félicite des progrès réalisés dans la promotion de la simplification et de l'harmonisation des procédures et dans le renforcement du mécanisme des coordonnateurs résidents, en particulier s'agissant de l'égalité entre les sexes, secteur où le Gouvernement indonésien a prouvé sa détermination en assurant la prise en compte des problèmes spécifiques des hommes et des femmes dans la planification et le développement socioéconomiques nationaux. Le Gouvernement indonésien demeure attaché aux efforts visant à assurer la mise en œuvre plus effective de la résolution 56/201 de l'Assemblée générale.

30. **M. Valdés** (Chili) s'associe avec la déclaration faite par le représentant du Venezuela au nom des pays membres du Groupe des 77 et de la Chine. Le Conseil économique et social a un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et du consensus de Monterrey; la première fournit des directives utiles pour les travaux du Conseil et de l'Assemblée générale alors que le second constitue une première étape vers la résolution des problèmes de développement et d'inégalité engendrés par la mondialisation. Le programme de travail du Sommet mondial pour l'environnement durable devrait également contribuer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social.

31. L'aide multilatérale pour le développement est plus importante que jamais et doit être mieux gérée et mieux dirigée, eu égard à ses incidences positives sur la vie de millions de personnes. En conséquence, les pays donateurs doivent s'efforcer d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire et il faut poursuivre les efforts afin que les ressources de la coopération bénéficient réellement aux pays les moins avancés.

32. Il convient également de continuer d'appuyer les programmes dans les pays à revenu moyen qui sont destinés aux groupes les plus vulnérables de la société et cherchent à améliorer la participation populaire à la prise de décisions et à consolider et renforcer les droits de l'homme et la démocratie. Ainsi, en Amérique latine, le PNUD favorise l'élaboration de politiques publiques visant à améliorer le sort des groupes les plus vulnérables de la société de manière déterminée tout en cherchant à optimiser les avantages de la coopération technique et de l'assistance. Le rapport du PNUD sur le développement humain a été un mécanisme à cet égard.

33. Les programmes de coopération multilatérale fournissent une base pour le progrès et la croissance. Toutefois, il ne peuvent pas remplacer les efforts des sociétés en vue d'accroître l'épargne, de renforcer l'économie, de consolider la primauté du droit ou d'élaborer des politiques participatives et démocratiques qui font du développement social une entreprise collective.

34. **M. Ahmad** (Observateur de l'Iraq) se déclare satisfait des rapports du Secrétaire général et des efforts de développement de l'Organisation des Nations Unies, en particulier eu égard au ralentissement économique mondial. Il déplore toutefois l'embargo économique en cours contre son pays, qui a considérablement entravé les efforts de développement et a touché tous les secteurs de la société, en particulier les enfants qui représentent plus de 43 % de la population. Ainsi, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a augmenté et plus d'un million d'enfants sont morts depuis les 11 ans qu'a commencé l'embargo. L'embargo a eu des incidences sur la santé et l'éducation des enfants et de plus en plus d'enfants sont obligés d'abandonner l'école, faute de moyens, ou parce qu'il leur faut aider leur famille. On accorde trop peu d'attention aux souffrances des enfants d'Iraq et l'intervenant se demande comment une telle situation peut être tolérée alors que l'Organisation des Nations Unies met l'accent sur la protection des enfants et la promotion des droits de la personne.

35. **Mme Loemban Tobing-Klein** (Suriname) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Venezuela au nom des pays membres du Groupe des 77 et de la Chine et souligne l'importance des objectifs de développement des Nations Unies. Le Gouvernement surinamais continue à œuvrer en étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, la société civile et les représentants d'ONG et d'autres parties prenantes dans le cadre du processus des Nations Unies pour l'aide au développement. Une stratégie de lutte contre la pauvreté, un programme relatif à l'aménagement du milieu et au développement durable et une stratégie de lutte contre le VIH/sida ont été mis au point pour le Suriname. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est conçu par étapes, de concert avec le bilan commun de pays et il s'agit là de mécanismes opérationnels importants pour les partenaires de développement.

36. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le bilan commun de pays et les efforts de renforcement des capacités ont un rôle essentiel pour aider des pays comme le Suriname à élaborer des rapports sur les objectifs de développement du Millénaire. La délégation du Suriname accorde une grande importance à la réalisation de ces buts et objectifs d'ici 2015 et estime qu'il faudra que les donateurs et les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international accordent un soutien énergétique à cet égard. Ces deux organismes établissent des indicateurs en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

37. L'intervenante appelle l'attention sur plusieurs problèmes qu'elle juge prioritaires. Le renforcement des capacités doit être fondé sur les compétences nationales disponibles, une attention particulière étant accordée à l'exode des compétences dans les Caraïbes. Les donateurs doivent être encouragés à favoriser la conservation du personnel formé dans les pays d'origine, plutôt que de les recruter pour qu'ils se rendent dans les pays développés. Les techniques d'information et de communication doivent faire partie intégrante du processus de développement et le Gouvernement surinamais escompte tirer parti des possibilités internationales en la matière. L'éducation des garçons et la diminution de leur taux élevé d'abandon scolaire doivent être une priorité dans la région des Caraïbes. Les droits de l'homme doivent être considérés comme un élément essentiel du développement durable et, pour terminer, il faut doubler l'aide publique au développement pour concrétiser le consensus de Monterrey.

38. **M. Sharma** (Népal) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Venezuela au nom des pays membres du Groupe des 77 et de la Chine. Les activités opérationnelles constituent un aspect fondamental des travaux du Conseil économique et social; dans le cadre de l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles, le Conseil guide les efforts de développement de l'Organisation des Nations Unies et

joue un rôle dans la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation des décisions prises lors de conférences internationales, telles que le Sommet du Millénaire et la Conférence de Monterrey.

39. Bien que le renforcement des capacités ait été jugé critique pour le développement, le déclin spectaculaire des ressources de base a sérieusement entravé l'aptitude de l'Organisation d'aider les nations dans le besoin. L'intervenant prie donc instamment tous les États Membres, en particulier les pays riches, d'accroître leur contribution aux ressources de base. Les règles et procédures concernant les activités opérationnelles de développement doivent être simplifiées et harmonisées pour éviter les doubles emplois, améliorer la cohérence et la coopération et parvenir à des économies d'échelle. Le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement seront utiles pour atteindre ces objectifs. Toutefois, l'harmonisation et la simplification, pour nécessaires qu'elles soient, ne doivent pas être mises en œuvre aux dépens de l'exécution et de l'efficacité des programmes.

40. Les coordonnateurs résidents jouent un rôle fondamental en faisant en sorte que les activités opérationnelles soient efficaces et l'intervenant salue les efforts déployés pour améliorer la coordination sur le terrain. Les coordonnateurs résidents devraient avoir davantage de latitude pour adapter les programmes à la situation locale, afin d'améliorer les résultats en matière de développement et l'équilibre entre régions et entre sexes doit être assuré lors de la nomination de coordonnateurs résidents.

41. Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, l'intervenant appuie la coopération technique entre pays en développement et demande d'élargir cette initiative. Une coopération accrue entre les pays du Sud indiquerait clairement aux partenaires de développement du Nord qu'il leur faut faire davantage.

La séance est levée à 16 heures 35.